

BRUXELLES (MPE-Média) – L'association européenne des producteurs d'acier Eurofer vient de lancer deux alertes en direction de l'Union européenne, la première à propos des réductions d'émissions de gaz à effet de serre du plan Acier 2013 jugées irréalistes et la 2nde à propos du risque de hausse du prix du gaz provoqué par la crise ukraino-russe. Verbatim.

La quasi totalité des PDG des producteurs européens d'acier ont signé mercredi dernier un texte réagissant aux nouvelles règles édictées par climat-énergie 2030 édicté par la Commission européenne et présenté à la fin février à Bruxelles, dans lequel ils soulignent à la fois leur volonté de contribuer à la lutte contre le changement climatique et leur doute qu'il leur soit possible de trouver un accord sur les objectifs à tenir d'ici 2015.

« L'Europe ne doit pas s'imposer d'une façon unilatérale des objectifs de réduction des émissions de CO2 que personne d'autre ne suit ; les mesures adoptées en 2008 pour protéger la compétitivité de l'industrie européenne étaient limitées dans le temps et sujettes à une révision à la baisse ce qui doit être à présent changé », notent les producteurs d'acier membres d'Eurofer.

« Le système de vente des droits d'émissions (Emission Trading System ou ETS) doit être modifié pour autoriser 100% d'autorisations gratuites pour les installations aux normes sans réduction à la clé jusqu'à et au-delà de 2020, en le fondant sur un benchmark réaliste », poursuit Eurofer.

Le prix du CO2 doit être totalement compensé par des quotas gratuits

« Le prix du CO2 intégré dans ceux de l'électricité par le secteur de l'énergie doit être totalement annulé en compensation sous la forme d'allocations de quotas gratuits de CO2 », poursuit Eurofer.

« Les feuilles de route nationales des Etats membres doivent pouvoir exempter les industries énergie-intensives de primes à la décarbonation telles que taxes, mesures fiscales dégressives, autres coûts générés par le soutien à la décarbonation tant que les compétiteurs des marchés globaux n'ont pas à supporter de tels surcharges », ajoute Eurofer, pour qui les solutions

existent pour une politique climat-énergie qui ne porte pas tort aux industries manufacturières européennes.

Eurofer a rendu public ce jeudi un texte prévenant du risque de hausse du prix du gaz suscité par la crise en Ukraine et la récente tentative d'annexion de la Crimée par la Russie.

«Les incertitudes croissantes en Ukraine montrent une fois de plus la relation étroite entre sécurisation de la ressource et hausse des prix de l'énergie en Europe. Le groupe russe Gazprom a fourni en 2013 un volume record de 162 milliards de m³ de gaz à l'Union européenne et à la Turquie dont 86 milliards de m³ transitaient par l'Ukraine », explique Eurofer.

Gazprom pourrait stopper ses livraisons à l'Ukraine

« Gazprom a prévenu l'Ukraine qu'elle pourrait stopper ses livraisons à ce pays en cas de factures impayées. Les européens de cette régions craignent de se retrouver menacés de nouveau en cas d'escalade des tensions entre la Russie et l'Ouest suite à la main mise de la Russie sur la Crimée », poursuit Eurofer.

« Il existe des rapports d'analystes qui prouvent que le gaz naturel provenant d'Amérique du nord ne pourrait pas être à la portée du marché européen avant 2016 et de ce fait constituer une alternative à la crise actuelle en Ukraine », ajoute Eurofer.

« L'efficacité énergétique et les renouvelables sont certes une partie du mix énergétique en Europe et de la solution à ces problèmes mais demeurent insuffisantes à ce titre. L'industrie européenne de l'acier appelle de ses vœux plus d'ouverture d'esprit en ce qui concerne une ressource domestique alternative européenne telle que le gaz de roche », conclut le Directeur général d'Eurofer M. Gordon Moffat.

Débuter l'exploitation du gaz de roche en Europe

« Sans préjuger du challenge environnemental que cela représente et que nous ne sous-estimons pas en ce qui concerne le développement du gaz de roche en Europe, dont la densité et les infrastructures réglementaires sont très différentes de celles des Etats-Unis, étant donné la nécessité absolue de diversifier les sources d'approvisionnement en gaz et de trouver des solutions appropriées face à l'énorme différence de prix de l'énergie entre l'Europe et ses principaux concurrents, nous ne voyons pas d'autre solution que de débiter au plus tôt l'exploitation du gaz de roche dans le mix énergétique européen tout en prenant toutes les précautions nécessaires en menant à bien cette approche », conclut le DG d'Eurofer.

Jo Gatsby avec Eurofer



Voir aussi sur :

www.eurofer.com

Adhérez à www.mpe-media.com en 2014

750€ HT/an pour plusieurs adresses

LETTRE + SITE WEB + CERCLE

contact@mpe-media.com

+336 60 58 89 26